

Le plan Marshall : un outil de puissance des États-Unis d'Amérique

Par Achille VILLECOURT

DES 1945, dans un contexte post Seconde Guerre mondiale, le continent européen est meurtri, dévasté par six années de guerre et peine à se reconstruire. En parallèle, les États-Unis d'Amérique d'Harry TRUMAN et l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) dirigée par Joseph STALINE entamèrent une guerre idéologique et d'influence entraînant le monde dans une phase bipolaire dans le cadre du début de la guerre froide (1945-1991). Les communistes soviétiques tentèrent de rattacher certains pays européens à leur cause (p. ex. la Grèce et la Turquie) dans un effort de légitimation de leur expansion, ce que craignirent les États-Unis.

Ainsi, par peur de l'instabilité politique de l'Europe et du risque d'expansion de l'URSS d'une part, et par une volonté de protéger ses intérêts d'autre part, les États-Unis instaurèrent un plan de financement pour reconstruire l'Europe dans le cadre de leur stratégie d'endiguement du communisme soviétique : le plan Marshall.

Ce qui nous amène à la question suivante : en quoi le plan Marshall est-il un outil de la puissance des États-Unis d'Amérique ?

Un plan de financement et de tutelle économique proposé à l'Europe

Après la capitulation allemande en 1945, les Alliés - c'est-à-dire la France, le Royaume-

Uni, les États-Unis et l'URSS - s'accordèrent pour mettre en place une politique de réduction de la productivité allemande, alors moteur économique de l'Europe¹ afin de ne pas reproduire les conséquences du traité de Versailles de 1919. Cela conduisit le président TRUMAN à mettre en place le plan proposé par le secrétaire d'État des États-Unis, Georges CATLETT MARSHALL, qui a donné son nom au plan (cf. figure 1 page 1). En effet,



FIGURE 1 – Harry TRUMAN (à gauche) et Georges CATLETT MARSHALL (à droite) à la maison blanche en pleine guerre froide en 1948.

The Atlantic, 12 octobre 2012.

Georges MARSHALL proposa lors d'un discours à l'université d'Harvard le 5 juin 1947² un plan de financement pour relancer totalement l'économie européenne afin de rebâtir le vieux continent.

Le Programme de rétablissement européen soit en anglo-américain l'*European Recovery Program* (ERP) est signé et accepté le 20 septembre 1947 par seize pays européens de l'Ouest, mais il est refusé par la totalité du

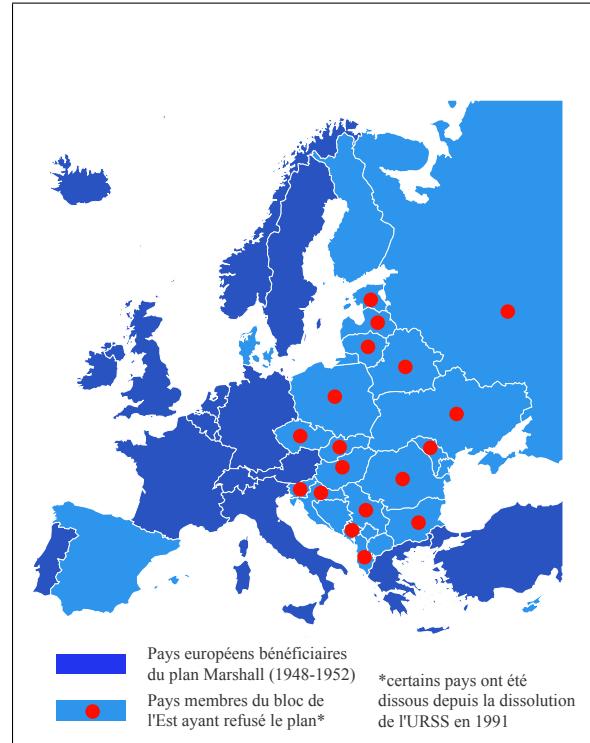
1. Pierre TOUREV, « le Toupictionnaire : plan Marshall », *La Toupie*.

2. Discours de Georges MARSHALL, *Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe* (CVCE), université d'Harvard, 5 juin 1947.

bloc de l'Est mené par l'URSS. En effet, STALINE craignait que ce plan servit à la mise en place d'« une nouvelle forme d'impérialisme »³ américain de manière à rendre dépendant économiquement les états receveurs en imposant certaines conditions aux financements octroyés. Du point de vue soviétique, plus concrètement, le plan fut rejeté, car l'objectif de STALINE était de renforcer son contrôle sur les états satellites de l'URSS et sur les partis communistes européens qui formaient le glacis de sécurité de la puissance soviétique.

À contrario, la majorité des pays européens acceptèrent le plan (cf. figure 2 page 2) après avoir débattu lors de la conférence internationale de Paris organisée par la France du 12 au 22 juillet 1947. Ils reçurent 13,3 milliards de dollars d'aide, principalement sous forme de dons, soit 15 % du budget fédéral des États-Unis de l'époque⁴. Mais l'effort financier des États-Unis ne fut pas désintéressé, ce qu'exprimait sans détours le secrétaire adjoint à l'économie Will CLAYTON : « *Disons, sans tourner autour du pot, que nos objectifs ont pour arrière-plan les besoins et les intérêts des États-Unis. Nous avons besoins de marchés, de gros marchés, pour y acheter et pour y vendre* »⁵. Ils imposèrent *de facto* les règles économiques du capitalisme et donc du libre-marché, c'est-à-dire les règles de leur modèle économique.

Cela impliquait la suppression des mesures douanières (disparition du protectionnisme économique) et grâce à l'introduction de ce plan, un marché prometteur s'ouvrit aux États-Unis : les exportations de nombreux produits américains se sont grandement développées ce qui avantagea la production américaine, les pays d'Europe occidentale se libéralisant



pour accueillir toujours plus de produits *made in USA*⁶. De plus, le plan Marshall s'inscrit dans la continuité des accords de Bretton Woods conclus en 1944 instaurant un système monétaire international autour du dollar américain, c'est-à-dire, une nouvelle fois, un de leur principal atout sur le plan économique.

3. Harry BAYARD PRICE, *The Marshall Plan and its Meaning*, Cornell University Press, Ithaca, New-York, 1955, p. 28.

4. Bernard CASSEN, « Un plan Marshall pour les pays de l'Est », *Le Monde diplomatique*, février 1999.

5. *Ibid.*

6. Camille MORDELET, « Le plan Marshall, soixante-dix ans d'influence en Europe », *Le Monde*, 21 juin 2017.

Les États-Unis, en plus d'imposer leurs propres atouts stratégiques aux européens de l'Ouest, contrôlèrent l'usage des fonds alloués. En effet, le déploiement de l'aide financière devait passer par une administration américaine dédiée, l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) soit en anglo-américain l'*Economic Cooperation Administration* (ECA)⁷. Cette administration est l'ancêtre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), preuve de l'influence américaine qui fut créatrice d'instances internationales qui continuent à exister de nos jours. Les pays occidentaux subirent des pressions afin de privilégier l'industrie des biens de consommations et des logements pour répondre aux besoins immédiats d'une population susceptible d'être influencée, selon les américains, par les communistes soviétiques.

Un plan de propagande américaine et d'influence culturelle et politique à grande échelle

La place prépondérante, quasiment hégémonique, que prit les États-Unis en Europe sur le plan économique en allouant des milliards de dollars d'aides aux européens pour accroître leur productivité ne fut pas sans conséquences. Les américains en profitèrent pour importer leur modèle de vie, l'*American way of life*, dans un processus d'américanisation des sociétés européennes. Ce processus se définit comme l'influence grandissante des valeurs importées des États-Unis d'Amérique sur l'ensemble des pans d'une société donnée - en l'occurrence les pays occidentaux : le libéralisme économique, la société de consomma-

tion, le productivisme, l'individualisme ou encore le droit à la propriété privée.

C'est dans ce sens, suite à l'annihilation des barrières douanières pour les produits américains, que les films hollywoodiens, le Coca-Cola, le chewing-gum, les cigarettes ou encore les jeans devinrent des produits de consommation courante. Par exemple, Léon BLUM, représentant le gouvernement français, signa le 28 mai 1946 avec James BYRNES, représentant du gouvernement américain, les accords BLUM-BYRNES qui imposèrent des quotas de films américains dans les cinémas français⁸. Ainsi, 30 % des films diffusés dans les cinémas français furent produits à Hollywood⁹. Également, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'opportunité fut de mise pour les américains d'exporter la cigarette : entre 1947 et 1951, la valeur totale des biens expédiés concernant la cigarette dans le cadre du plan Marshall atteignit un milliard de dollars, alors même que la demande européenne en cigarettes n'existant pas¹⁰.

De plus, les États-Unis utilisèrent la propagande, c'est-à-dire le *soft power*, pour que le plan Marshall soit accepté par l'ensemble des populations européennes. Des buvards (*cf. figure 3 page 4*) prônant les bienfaits du plan furent mis à disposition par les différentes ambassades des États-Unis aux directeurs des écoles élémentaires d'Europe occidentale afin

7. Gérard VINDT, « 1945-1952 : le plan Marshall », *Alternatives économiques*, 1 octobre 2018.

8. Geneviève SELLIER, « Des quotas de films américains », *Le Monde diplomatique*, novembre 1993.

9. Serge ARNAUD, Michel GUILLOU et Albert SALON, *Les défis de la francophonie ; pour une mondialisation humaniste*, Alpharès, 17 mars 2005.

10. Éric FAVEREAU, « Comment les cigarettiers ont roulé le monde entier », *Libération*, 17 mars 2014.

qu'ils soient distribués aux jeunes élèves pour ainsi leur insuffler la bienveillance des actions menées par les États-Unis. En outre, les amé-



FIGURE 3 – Buvard appartenant à M. Alfonso GRIESNER, directeur d'école élémentaire à Schiltigheim en Alsace.

ricains eurent recours à des affiches de propagandes (cf. figure 4 page 4) qui furent créées lors d'un concours d'affiches intra-européen en 1950 afin, une nouvelle fois, de promouvoir la dynamique économique et l'élévation du niveau de vie que le plan apporterait aux pays bénéficiaires.

Enfin, les États-Unis s'engagèrent également dans l'influence politique du vieux continent. En effet, en prenant l'exemple de la France, par l'intermédiaire de la *Central Intelligence Agency* (CIA) et de l'AFL-CIO, les américains créèrent et financèrent le syndicat non communiste Force ouvrière (FO) en 1947¹¹ afin d'affaiblir la Confédération générale du travail (CGT), le syndicat communiste qui fut la cheville syndicaliste du Parti communiste français (PCF). Les américains purent ainsi, à travers un syndicat présenté comme indépendant, protéger leurs intérêts en promouvant le plan Marshall, tout en contrant la stratégie d'influence de l'URSS.

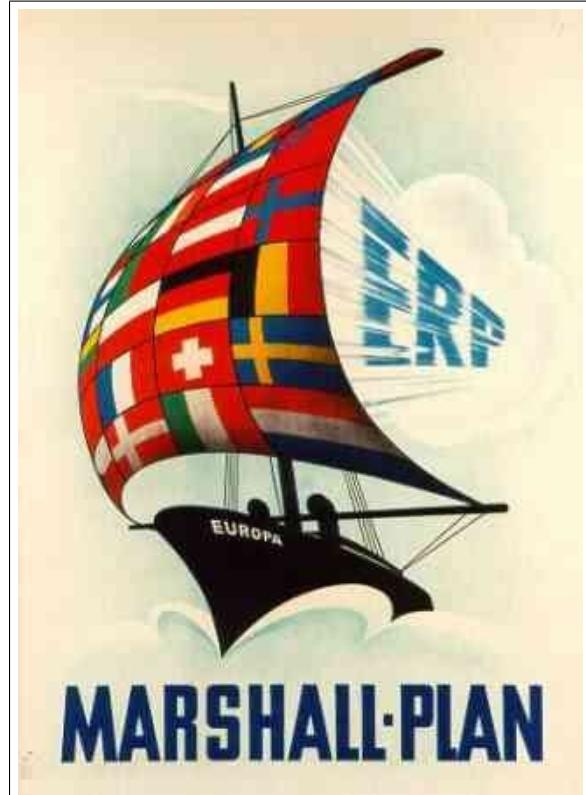


FIGURE 4 – Exemple d'une affiche de propagande mettant en valeur les bienfaits du plan Marshall.

High Commission of Germany (HICOG), 1950.

11. Alistair COLE et Gino RAYMOND, *Redefining the French Republic*, Manchester University Press, 2006, p. 119.